

## DOCUMENT FINAL DU X<sup>ème</sup> MEETING INTERNATIONAL SUR LES MIGRATIONS

### *"Émigration, Immigration, Développement"*

Loreto (AN) 28 septembre - 3 octobre 2007

L'historique de plus de cinquante ans de financements de la part des agences internationales créées pour relancer les pays en voie de développement a connu différentes phases. Jusqu'aux années 70, les plans de relance économique visaient les pays belligérants et vaincus ; ils ont été suivis d'interventions dans les processus de décolonisation, avec l'objectif, dans un climat de guerre froide, de lier ces pays au bloc atlantique pour contraster le bloc soviétique. Après la crise énergétique des années 70, les interventions massives de l'aide internationale avaient le but d'insérer le "reste du monde" dans le marché occidental global, où entre-temps les multinationales s'étaient consolidées avec leur système de profits plus que de développement, tandis que les aides de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International, comme celui des autres Agences, ont contraint les pays émergents et en voie de développement à contracter une dette extérieure qu'ils ne sont plus en mesure de payer. Au lieu de diminuer, l'écart entre les pays riches et les pays pauvres s'est ultérieurement aggravé, et les perspectives du dernier grand plan de développement avec ses huit objectifs à atteindre d'ici 2015, résultera un nouveau mythe, par ailleurs soutenu comme il est de l'idée d'exporter la démocratie libérale occidentale dans tous les pays comme outil de développement.

Le débat qui s'est tenu au Meeting de Loreto a permis de révéler "les désastres de l'homme blanc" avec sa volonté d'exportation du modèle de développement occidental, et donc d'asservissement et d'exploitation des pays pauvres en fonction de l'économie et du marché occidental. De là, la nécessité de repenser les interventions en matière de développement des pays du sud du monde, et de la prise de conscience de la nécessité de "dé-développer" nos économies occidentales, si l'on veut vraiment construire une perspective de développement de notre planète qui ne puisse au contraire en entraîner la ruine. En cette année du quarantième anniversaire de l'Encyclique de Paul VI, *Populorum Progressio*, il est plus que jamais important de revoir les thématiques du développement, en partant justement des droits de l'individu et de la nécessité d'organiser et de codifier une redistribution des biens de notre planète.

Le thème "migrations et développement" est devenu prioritaire dans le débat international promu ces derniers mois par les agences internationales, l'ONU, la Banque Mondiale et l'Union Européenne. La dixième édition du Meeting a également voulu l'aborder sous un angle particulier: non par une approche institutionnelle tel qu'il a été développé au cours des rencontres des Agences internationales, mais plutôt en réalisant un débat entre spécialistes de l'émigration, pour chercher justement de comprendre quelles relations peuvent être imaginées, d'une part entre les flux migratoires et le phénomène des migrations, d'autre part entre ces flux et le développement.

Plus de quarante spécialistes provenant des États-Unis, du Canada, du Mexique, de l'Argentine, de l'Afrique du Sud, de l'Inde, des Philippines, de l'Australie et d'Europe se sont rencontrés et ont présenté leurs analyses, ainsi que leur perplexité et leur position critique, sur le thème du co-développement lié aux migrations.

Les spécialistes réunis à Loreto ont confronté les politiques de migration des pays d'émigration, à celles d'immigration, mais aussi les visions et les différentes situations des différents continents. Le stéréotype qui veut que les flux migratoires se déplacent du Sud vers le Nord du monde a été immédiatement détruit. En effet, sur environ 200 millions de migrants, plus de 61 millions réalisent leur aventure migratoire dans le cadre de d'autres pays pauvres, contre 62 millions qui émigrent des pays pauvres vers les pays riches, tandis que 52 millions suivent un axe Nord/Nord et 14 millions un axe Nord/Sud.

Le continent africain est encore dramatiquement confronté à la situation pressante des

Page 1 sur 5

A cura di Ufficio Stampa MIM - Sisifo Italia

Responsabile: Giuseppe Lanzi, 335.66.98.734 [giuseppelanzi@scalabrini.net](mailto:giuseppelanzi@scalabrini.net)

Email: [development@scalabrini.net](mailto:development@scalabrini.net) WEB [www.meetingloreto.it](http://www.meetingloreto.it)

réfugiés, résultat de déséquilibres sociaux et politiques, liés en grande partie à une décolonisation mal digérée et mal gérée : une tragédie humaine qui intéresse de 7 à 10 millions d'Africains. Le continent vit de façon confuse et incontrôlable le phénomène des migrations internes, ceci alors qu'une série de nouveaux flux migratoires est en train d'émerger entre les différents pays africains et intéresse environ 70% des flux à l'intérieur du continent. Ces flux dépassent donc de loin l'émigration africaine vers l'Europe (légèrement supérieure à trois millions) ou vers l'Amérique du Nord, ceci malgré les liens historiques coloniaux et postcoloniaux qu'un grand nombre d'États ont avec l'Europe.

Dans le continent asiatique, de nouveaux pôles d'attraction migratoire émergent et se consolident, comme le Japon, la Corée, Taiwan, Hong-Kong, Singapour, les pays arabes du golfe Persique. On assiste de même au développement d'importants flux migratoires, même au sein de pays à régime migratoire mixte (simultanément d'immigration et d'émigration). Dans la plupart des cas, il s'agit d'une migration saisonnière, à forte rotation, accompagnée d'une manifeste limitation des droits humains et sociaux des migrants. En effet, c'est le système des "migrations liées au contrat de travail" (contract workers system) à dominer en Extrême-Orient, et de fait il ne permet pas d'y acquérir une condition de résidence permanente. Ces contrats semblent répondre pleinement aux attentes tant des pays d'origine que des pays d'accueil : l'émigration temporaire (en particulier celle des Philippins et des Indonésiens) est considérée à l'instar d'une véritable stratégie de développement, par la diminution de la pression sociale interne et l'incitation de remises importantes, vu l'impossibilité d'une émigration familiale. Pour les pays d'immigration, ces contrats résultent avantageux car ils entraînent une réduction importante des coûts, soit sous l'aspect de l'accès aux services sociaux, à l'assistance sanitaire, aux systèmes de retraite, que sous l'aspect relatif au phénomène complexe de l'intégration du travailleur étranger. Par ailleurs, ils permettent aussi de contrôler les flux et de les réguler en fonction des conjonctures économiques. En même temps, la pression migratoire et le système de recrutement de travailleurs, confié à des agences privées (recrutement agencies), produisent un nombre consistant de travailleurs clandestins et irréguliers, ceci malgré la mise en œuvre de législations restrictives, ainsi que de véritables déportations de masse adoptées périodiquement par certains pays. Une autre plaie assez diffuse est celle de la traite et du trafic d'être humains, en particulier de femmes et d'enfants.

Actuellement, l'Amérique Latine connaît elle aussi de forts courants migratoires au sein des différentes régions du sous-continent américain. Ces flux migratoires internes intéressent en particulier la région andine et le Cône Sud, sans pour cela effacer la forte poussée vers les États-Unis et le Canada, comme dans le cas du Mexique.

Les pays d'immigration, en particulier l'Europe, le Canada et les États-Unis, semblent obsédés par leur situation de "forteresse assiégée" et poursuivent depuis des années des politiques restrictives quant aux entrées, en produisant systématiquement une masse toujours plus consistante de clandestins et d'immigrés irréguliers. C'est le cas des États-Unis qui ces dernières années ont accumulé, à cause de législations contradictoires, un stock d'environ 12 millions d'immigrés irréguliers, surtout mexicains et latino-américains. L'Europe est elle aussi confrontée à la situation de l'immigration clandestine, que selon les estimations se chiffrerait à 2 millions. La politique de migration européenne se trouve dans une phase d'impasse, car la nécessité de coordination et d'unité des politiques de migration s'oppose aux difficultés nationales de céder sur certaines autonomies en matière de migration. En même temps, et ceci malgré le fait que les migrations sont désormais structurelles à l'économie, au marché du travail et aux sociétés européennes, la fermeture des frontières continue avec la conséquente impossibilité pour les immigrés d'entrer de façon régulière. C'est en particulier le cas italien, où les immigrés occupent des créneaux et des secteurs d'emploi bien précis et délimités, et restent vulnérables soit sur le marché du travail que dans le cadre de l'insertion dans la société.

En général, la recherche de l'immigré idéal sur le modèle canadien ("designer immigrants") semble prévaloir dans les pays d'immigration, soit ceux de longue tradition d'accueil que ceux d'immigration récente : un homme préféablement seul, dans tous les cas qualifié et disponible à une forte rotation. En même temps, l'économie globalisée, qui alimente ces déséquilibres souvent définis comme "nouveau désordre mondial", produit en continuation des "vies à part" et gonfle l'exercice de ceux qui sont à la recherche d'un nouvel "Eldorado", parfois leurrés par des agences d'émigration souvent criminelles.

Si pendant les années 70, le "développement" des pays pauvres était considéré comme une solution aux flux migratoires, après avoir expérimenté que le développement mobilise en premier

lieu la mobilité humaine, aujourd'hui l'analyse porte sur comment encadrer les phénomènes migratoires dans un discours de développement.

Il faudrait en premier lieu, considérer les migrants comme un facteur positif du développement des pays d'immigration : il s'agit de l'insertion des migrants mêmes dans les sociétés d'accueil. La situation actuelle présente un panorama assez diversifié selon les flux migratoires et leur ancienneté de migration et leur insertion sur le marché du travail et dans la société. Les récents courants de migrations connaissent dans tous les cas une situation caractérisée par la précarité et par une émargination encore plus accentuée. Afin que les migrants puissent devenir les protagonistes du développement dans le pays d'accueil, il faut avoir le courage et la volonté politique d'affronter certains nœuds: garantir la complémentarité sans ethniciser les rapports d'emploi; concilier les instances de stabilisation avec un besoin de travail "pauvre"; éviter la ségrégation du "travail d'émigré" sans alimenter le chômage; revoir les mécanismes d'entrée sans augmenter le risque de dumping social; empêcher que le travail immigré ne puisse devenir un facteur déstabilisant pour le maintien des droits et des formes de régulation typiques de la société salariale; lier la gestion des flux aux politiques de coopération au développement.

En effet, une bonne gouvernance de l'immigration est un défi qui ne peut être séparé de la capacité de dessiner un modèle de développement non seulement compétitif au niveau économique, mais aussi socialement durable : la politique de promouvoir la coexistence dans une société pluralise, capable de réaliser une cohésion sociale entre les différentes situations présentes sur le territoire. Le caractère éthique des politiques de migration se mesure aussi avec la capacité de sortir de la perspective restreinte qui la considère comme un élément distinct et séparé des politiques *tout court* de construction d'une société intégrée. Le sens des politiques de migration et en faveur des immigrés doit être mesuré à travers la capacité de mobiliser toutes les ressources présentes dans un système social donné, et ceci met en cause les thèmes et les problèmes liés à ses spécificités structurales mais aussi – et peut-être surtout – ceux qui le définissent sur le plan éthique et culturel.

En ce qui concerne les pays de départ, le meeting de Loreto a mis en relief que les migrations ont souvent entraîné l'appauvrissement des territoires et des villages de provenance, suite au départ des personnes les plus valides. Vu que la tendance actuelle des pays d'immigration est de pointer sur des travailleurs qualifiés, ceci entraînera un "exode des cerveaux" ("brain-drain"), en portant atteinte au développement des pays les plus pauvres, ceci bien que ces potentialités ne sont pas toujours utilisées dans les pays d'immigration: il suffit de penser qu'en Italie, plus de 50% des immigrés sont des personnes qualifiées ou qui ont un diplôme universitaire, mais embauchées avec des emplois disqualifiés.

Un jugement très critique a été exprimé sur la question des remises des émigrés, souvent invoquées comme facteur de développement. En raison du caractère privé et familial des remises, et de leur injection dans le tissu de la survie et d'une expansion des consommations familiales et locales, on constate qu'elles ont une très faible incidence sur le développement organique et structural : leur caractère de "micro-intervention", par ailleurs fragmenté et peu organique, ne peut créer aucun système de développement. Bien au contraire, les remises déterminent souvent un déséquilibre au développement des régions de destination intéressées.

Le débat a souligné que le rapport entre migration et développement est influencé par les accords bilatéraux entre les pays d'immigration et certains pays d'émigration pour le contrôle et la patrouille des frontières ; dans le cas l'Europe et des États-Unis, les aides économiques sont conditionnées par l'accomplissement d'une fonction de contrôle sur l'expatriation ou le rapatriement des migrants irréguliers.

En considérant le fait que le discours sur "émigration et développement" semble se concentrer sur les thématiques des remises, du brain-drain, de la coopération entre les pays et sur les mesures nécessaires pour prévenir le trafic d'êtres humains, on peut se demander si ces sujets ont été traités dans l'intérêt des migrants et de leurs régions d'origine, ou plutôt en raison de l'intérêt des pays riches à vouloir tenir sous contrôle les flux migratoires.

Un autre chapitre du rapport entre "migrations et développement" est celui qui concerne le retour des immigrés, qui rapportent avec eux un petit capital et une compétence professionnelle qui pourrait être investie dans le lieu d'origine.

Les participants du Meeting de Loreto ont également manifesté leur perplexité et leur doute sur ce sujet, en partant d'analyses empiriques sur le phénomène du retour. Il s'agit en effet de capitaux plutôt limités, investis pour résoudre les situations familiales plutôt que pour développer le territoire: leur fragmentation et leur pulvérisation, leur débouché uniquement sur des micro-projets, l'expérience migratoire souvent déqualifiée, la situation d'appauvrissement de la région de provenance, ne parviennent pas à produire un développement, en raison justement de l'absence du substrat pour un développement articulé, où insérer les ressources économiques et humaines des migrations de retour.

En effet, le thème controversé sur le co-développement, débattu en France depuis de nombreuses années, dévoile les contradictions du modèle de développement que l'occident et ses institutions ont imposé aux pays pauvres, et relativise en même temps la perspective d'une incidence des migrants sur le thème du développement de leurs régions de provenance: le risque est de pénaliser une fois de plus le migrant, en le rendant en un certain sens coresponsable du manque de développement de son pays. Ceci ne diminue nullement l'importance du rôle des organisations d'immigrés qui se sont mobilisées sur ce thème. En recherchant le soutien des institutions et des associations des pays d'accueil, non sans de grosses difficultés, et le contact et la coordination des institutions de leurs pays d'origine, elles investissent dans le développement de leurs régions de provenance, même si encore de manière sectorielle et fragmentaire. Il suffit de penser à l'initiative dénommée "3x1" des migrants mexicains de l'État de Zacateca, dont les projets d'investissements structureaux sont accomplis par les migrants de la région de provenance.

On constate que les migrants s'organisent eux-mêmes et agissent au niveau local, du pays d'accueil et du pays de départ, en tentant d'accéder aux initiatives communautaires de soutien au développement ainsi que pour leurs propres "rêves d'entreprise" à leur retour : un mouvement spontané de bottom-up s'est désormais diffusé et exprime le caractère protagoniste des migrants. Les autorités locales, soit d'arrivée que de départ, ont une responsabilité importante et directe quant à la promotion des transformations des structures économiques, sociales et culturelles locales. Ceci afin de favoriser l'intégration réelle des migrants sur leurs respectifs territoires de compétence, promouvoir l'accès à la citoyenneté économique, à la mobilité sociale et à la participation politique et faciliter l'accumulation des capitaux des migrants pour contribuer au développement local et trans-local par une coopération décentrée.

La sensation est celle de se trouver face à une situation en évolution et en expansion, mais l'on constate toutefois que les initiatives tentées jusqu'ici servent substantiellement à soulager et non à réduire la pauvreté, sans constituer aucunement un facteur de développement.

Si l'attention actuelle sur les thèmes des migrations et du développement ne veut pas demeurer une simple "mode", il faut réfléchir sur l'impact des mouvements migratoires, soit sur les pays d'origine que sur les pays d'arrivée : donc élargir le cadre d'analyses, nous seulement du point de vue statistique et économique, mais aussi sous l'aspect humain, politique et social du phénomène.

Si la politique de migration actuelle devait continuer, nous devons prendre conscience, sans hypocrisie, que seuls l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Australie continueront à en tirer les principaux avantages, continents qui peuvent bénéficier d'une des ressources des pays pauvres : les travailleurs hautement qualifiés.

S'il est vrai que les remises offrent un soutien économique aux familles des migrants, penser qu'elles représentent un moyen efficace pour le développement n'est qu'une pure illusion : si l'on ne change pas radicalement le modèle de développement suivi jusqu'à présent, les coûts et les risques potentiels des remises seront plus forts des bénéfices réels.

Il devient donc urgent de déplacer l'attention de l'axe des flux migratoires du Sud vers le Nord, pour se concentrer sur les flux migratoires à l'intérieur des continents : commencer à collecter des données crédibles sur les migrations intercontinentales en Amérique Latine, en Asie et surtout en Afrique et leurs relatives implications. Ceci en cherchant de délinéer des modèles d'analyse tenant compte du contexte du développement des pays pauvres, des besoins des communautés et la situation réelle de chaque avec tous ses problèmes politiques et sociaux (conflits, corruption et ressources). S'il l'on n'intervient pas dans ce sens, le débat sur les migrations internationales restera dans l'optique européenne et occidentale, et continuera à produire des politiques de développement vouées à la faillite, au détriment des pays des plus pauvres, et plus particulièrement du continent africain.

Le X<sup>ème</sup> Meeting International sur les Migrations (MIM) a été organisé par : **Missionari e Laici Scalabriniani** [Missionnaires et Laïques Scalabrinien], **Agenzia Scalabriniana per la Cooperazione allo Sviluppo** (ASCS - Onlus) [Agence Scalabrinienne pour la Coopération au Développement (ASCS - Onlus)], en collaboration avec la **Fondation ISMU** de Milan, la **Fondation Giovanni Agnelli** de Turin, le **CeSPI - Centre d'Études de Politique Internationale** - Rome et la **Federazione dei Centri di Studio Scalabriniani** [Fédération des Centres d'Étude Scalabrinien]

**CSER** - Centro Studi Emigrazione Roma - Rome  
**CSERPE** - Centro Studi e Ricerche per l'Emigrazione - Bâle  
**CIEMI** - Centre d'Information et d'Études sur les Migrations Internationales - Paris  
**SIMI** - Scalabrini International Migration Institute - Rome  
**CMS** - Centre of Migration Studies - New York  
**CEM** - Centro de Estudos Migratorios - São Paulo  
**CEMLA** - Centro de Estudios Migratorios Latino Americano - Buenos Aires  
**SMC** - Scalabrini Migration Centre - Manille

Sur le site [www.meetingloreto.it](http://www.meetingloreto.it), il est possible de télécharger les fiches d'approfondissement, de visionner les galeries photos et d'écouter l'audio des conférences en italien et en anglais. Vous pouvez effectuer la réservation des documents qui seront publiés en envoyant un e-mail à [sviluppo@scalabrini.net](mailto:sviluppo@scalabrini.net)

Le Meeting a reçu le message de M. Giorgio Napolitano, président de la République italienne.

Le Meeting s'est déroulé sous le patronage des institutions italiennes suivantes :

Presidenza del Consiglio dei Ministri [Présidence du Conseil des Ministres], Ministero degli Affari Esteri [Ministère des Affaires Étrangères], Ministero dell'Interno [Ministère de l'Intérieur], Ministero delle Politiche Europee [Ministère des Politiques Européennes], Ministero della Solidarietà Sociale [Ministère de la Solidarité Sociale], Ministero dello Sviluppo Economico [Ministère du Développement Économique], Ministero delle Politiche Giovanili e Attività Sportive [Ministère des Politiques en faveur des Jeunes et du Sport], Ministero delle Politiche per la Famiglia [Ministère des Politiques Familiales], Ministero della Pubblica Istruzione [Ministère de l'Instruction Publique], Ministero per le Pari Opportunità [Ministère pour l'Égalité des Chances], Pontificio Consiglio per i Migranti e gli Itineranti [Conseil Épiscopal pour les Migrants et les Itinérants], Prelatura della Santa Casa di Loreto [Prélature de la Santa Casa de Loreto], Conferenza Episcopale Italiana - Migranti [Conférence Épiscopale Italienne - Migrants], Regione Marche - Presidenza Giunta [Région des Marches - Présidence Régionale], Regione Marche - Presidenza Consiglio [Région des Marches - Présidence du Conseil], Regione Marche - Assessorato Servizi Sociali e Immigrazione [Région des Marches - Services Sociaux et Immigration], Regione Lombardia [Région de Lombardie], Regione Emilia Romagna [Région d'Émilie-Romagne], Regione Abruzzo [Région des Abruzzes], Regione Umbria [Région d'Ombrie], Regione Toscana [Région de Toscane], Provincia di Ancona [Province d'Ancône], Provincia di Macerata [Province de Macerata], Comune di Loreto [Municipalité de Loreto], Comune di Roma [Municipalité de Rome], Comune di Ancona [Municipalité d'Ancône], Comune di Porto Recanati [Municipalité de Porto Recanati], Comune di Osimo [Municipalité d'Osimo], Comune di Castelfidardo [Municipalité de Castelfidardo], Istituto Opere Laiche e Pia Casa Hermes, Consiglio Italiano per i Rifugiati [Conseil Italien pour les Réfugiés], UNICEF Italie

Partenaires Médias : Nigrizia, Valori, Vita

Avec la participation de : Banca Popolare Etica, Novamont, Tosvar, Brain Emotion.